



FINAL EUMEDIS CONFERENCE:
“Closing the digital gap in the Mediterranean region”
**Under the auspices of the Ministry of Communications and Information
Technology**

Bibliotheca Alexandrina, Alexandria, Egypt - 10 – 12 June 2006

Économie growth and social development:
An increag role for the ICT tools and operators in the region

Un appel du Réseau des Villes Numériques à Alexandrie
Pour une économie de l'identité et du savoir

Laura Garcia Vitoria, Présidente d'ARENOTECH
Directrice scientifique du Réseau européen des Villes Numériques

INDEX

INTRODUCTION

I - HIER

- A - Une décennie de rencontres et d'observations
- B - La naissance de nouveaux horizons cognitifs, vecteurs de la création de milieux innovants

II - AUJOURD'HUI

- A - D'Essaouira à Fez, de Zaragoza à Alexandrie
- B - Les programmes de Villes de la connaissance
- C - Les Réseaux de compétences et pôles de compétitivité
- D La crise de la gouvernance locale
- E - Les infotechnologies dans le monde méditerranéen dans le contexte général du développement économique et technologique contemporaine
 - o 1 - La mobilité territoriale et cognitive.
 - o 2 - La gestion des savoirs comme nouvelle interface entre l'homme et son environnement
 - o 3 - Un environnement processeur de connaissances et de savoirs hybrides et fragmentés
 - o 4 - L'évolution vers un savoir géolocalisé et distribué
 - o 5 - La genèse d'écosystèmes de transmission des savoirs

III - DEMAIN

A - Une geo-éconoie méditerranéenne basée sur des espaces interrégionaux de connaissances

- 1 - Les futures stratégies de Lisbonne à l'échelle méditerranéenne
- 2 - Le paradigme de Poblenu
- 3 - Le processus de Mataro
- 4 - De nouvelles demandes face à une recherche territorialisée
- 5 - De nouveaux horizons pour les démarches de valorisation territoriale
- 6 - De nouvelles formes d'exploration de la mémoire d'une ville ou d'un territoire.

B - Un recadrage de l'action urbaine et territoriale et de ses fondements

C - Les diapositives territoriaux d'aide aux savoirs

- 1 - La Méditerranée au défi de l'image territoriale
- 2 - Le rôle des communautés intensives en connaissances
- 3 - Les immatériels du secteur public.

Conclusion

Notes

Introduction

Nous remercions la Commission européenne d'avoir bien voulu demander au Réseau européen des Villes Numériques la présente analyse relative au développement des technologies de l'information et de la connaissance et ses impacts sur le monde méditerranéen. Nous tenons à remercier ici également tous nos partenaires et singulièrement les institutions gouvernementales avec lesquelles nous avons longuement réfléchi sur les projets et analyses ici évoqués.

Le présent colloque se veut tout à la fois une rencontre conclusive et une discussion ouverte sur l'avenir : nous ferons donc successivement le point sur des réalisations et débats de ces dernières années, sur quelques démarches en cours aujourd'hui et surtout sur les nouveaux horizons de coopération et de synergies pour demain.

Un bref état des lieux sémantique

Chacun d'entre nous a fait, depuis maintenant deux décennies, dans ses domaines et ses fonctions propres, l'expérience d'une rupture majeure. Nous l'avons tous appelée avec nos amis italiens, dans un premier temps, la post-modernité, devant le constat d'une fin annoncée des paradigmes de l'économie industrielle, cela donc au travers d'une expression à la paternité méditerranéenne reconnue; nous l'avons considérée ensuite, devant la démultiplication exponentielle des données à notre disposition, comme le développement d'une société de l'information. Nombreux furent en ces deux cas les discours, voire les rhétoriques - celles par exemple qui accompagnèrent les années Internet - qui purent donner l'impression aux acteurs territoriaux qu'ils n'étaient pas forcément concernés au premier chef, en tout cas bien après les institutions universitaires et étatiques. On s'amusa même dans certains pays - comble de l'ironie - à distribuer des prix aux collectivités qui semblaient les mieux armées de par l'organisation de leur site à diffuser leur information et à mettre des panneaux au bord des routes pour le faire savoir...Une attitude - française notamment - digne des pires situations de sous-développement et d'incompréhension. Alors même qu'aujourd'hui chacun sait que c'est bien une nouvelle économie du savoir - et de la compétitivité territoriale par le savoir - avec toutes les implications véhiculées par cette expression, à la genèse de laquelle nous assistons qui caractérise pour longtemps le début de ce millénaire. Et surtout, et ce fut là l'objet d'un grand nombre de nos interventions depuis la création du Réseau européen des Villes Numériques, que cette économie aura pour acteurs en toute première ligne les élus et responsables des villes et des territoires. C'est sur cette genèse d'une économie du savoir que porteront ici l'essentiel de nos propos.

I - HIER

A - Une décennie de rencontres et d'observation

Pour comprendre les modalités de notre entrée dans la société de la connaissance et l'économie du savoir, il nous faut, nous méditerranéens, nous réapproprier notre propre approche temporelle. En 2002, nous avons présenté à Beyrouth une conférence [2] où nous avons pour objectif de montrer que cette nouvelle révolution économique - celle donc de la mobilité, d'une économie avant tout basée sur les services, les biens immatériels, le travail en réseau, la réalité augmentée... - constituait pour la Méditerranée une nouvelle révolution près de 15 000 ans après la mutation néolithique qu'elle avait engendrée - celle, rappelons-le, de la sédentarité, de l'agriculture naissante, des débuts

de l'élevage, de l'apparition de la poterie et du textile -. Ceci avec une même démarche pour les mutations néolithique et numérique au travers de la promotion de la créativité et la valorisation de l'identité.

La Méditerranée est ainsi devenue au cours de ces dernières années - et sans que les acteurs concernés s'en rendent toujours bien compte - un véritable laboratoire pour la planète. Parce qu'elle est naturellement une société de l'interactivité et du fonctionnement en réseau, parce qu'un lien fort existe souvent entre l'identité du territoire et les implantations économiques. Parce qu'à l'inverse du concept anglo-saxon de villes intelligentes, certaines villes méditerranéennes constituent de vrais modèles de territoires du savoir - nous à y revenir longuement -). Parce qu'enfin l'impact des infotechnologies pour la Méditerranée permet le respect des différences et de la diversité et que l'effet premier sur un territoire de ces technologies de la connaissance y est d'abord la résurgence de ce qu'il a été et des valeurs défendues par ses habitants. Le contexte, malgré les apparences, nous est donc favorable, à nous tous méditerranéens, si toutefois nous acceptons de nous situer dans la longue durée, si bien sûr nous sommes déterminés à rester nous-mêmes, et si enfin nous évitons de séparer terrain économique et champ culturel.

Valencia, haut lieu de l'innovation méditerranéenne à la fin du siècle dernier

Tout au long de ces dernières années, Valencia constituait pour la Méditerranée le lieu d'expérimentations par excellence de la société de l'information. Le projet Infoville, il y a de cela dix ans également visait en effet à la modernisation de l'administration au travers par exemple de la création de nouveaux espaces de relations commerciales et interpersonnelles. Ce qui fit que dès 1997 40 municipalités suivirent les traces de Villena et que bientôt 25% de la population utilisèrent les services proposés. L'évolution tant économique que technologique rend un tel modèle plus actuel que jamais. Une simple mise en ligne de services et de contenus ne saurait en effet suffire: une liaison directe s'avère à l'évidence indispensable avec l'utilisation des technologies sur le terrain ou encore avec le développement des connaissances qui lui sont inhérentes.

Les analyses relatives au rôle et à l'impact des technologies de l'information dans le monde méditerranéen ont maintenant dix ans : il y a trois mois en effet, ici même dans cette Bibliothèque, il nous a été précisément donné de commémorer cet anniversaire dans le cadre d'un grand colloque sur la francophonie - on sait en effet combien, malgré tous les obstacles et difficultés que l'on connaît, la langue française progresse dans les pays méditerranéens, l'Égypte en étant le premier symbole au travers de son entrée officielle dans les instances de la francophonie -.

Une prise de conscience qui a dix ans

L'Appel de Venise a en effet été lancé au printemps 1996 : il a été à l'origine de la création d'un réseau d'enseignants et de chercheurs largement focalisé sur la Méditerranée. Devenue une organisation non gouvernementale, l'ONG ARENOTECH a donné par la suite naissance à notre propre réseau et maints groupes de réflexion. A l'heure de la genèse d'une Knowledge Society, c'est toute une épistémè qu'il s'agissait ainsi de réécrire, c'est une plate-forme de savoirs et de références qu'il fallait constituer au travers autant des observations de terrain que de l'écriture de scénarios prospectifs [3] . Dans le domaine de l'élaboration de systèmes de savoirs, de leur gestion et de leur transmission, les processus d'innovation et les transferts de compétences ont ainsi retenu tout au long de ces années notre attention - comme celle de nombre de think tanks -, au travers de

l'évocation de la création notamment d'environnements régionaux d'apprentissage. Ont été mis en réseau de la sorte - au sein de certains projets euro-méditerranéens notamment - les acteurs économiques et culturels autour de modes de transmission de savoirs renouvelés et les porteurs de projets numériques qui ont commencé à devenir de vrais facteurs de développement économique des territoires.

Il convient de citer par ailleurs d'autres rencontres fondatrices d'initiatives concrètes. D'abord le congrès européen de Palerme rassemblant au printemps 2002 les acteurs économiques et intellectuels qui entendaient faire progresser la e-gouvernance méditerranéenne dans tous les domaines, et notamment les nouvelles formes possibles de politique culturelle et éducative et au sein duquel a été notamment présentée l'initiative italienne de coopération technologique pour le développement, en coopération avec la Banque mondiale (avec notamment la Jordanie, la Tunisie et l'Albanie) [4].

B - La naissance de nouveaux horizons cognitifs, vecteurs de la création de milieux innovants

La capacité de gestion des connaissances à l'échelle locale est apparue naturellement tout au long de ces années comme la condition première de maintes stratégies, celle relative à la valorisation patrimoniale par exemple. Il ne saurait en effet y avoir création de contenus sans mise en place d'actions d'apprentissage collectif et de gestion de savoirs à l'échelle locale : il ne sert à rien d'observer et relever certaines pratiques et de sélectionner des possibilités technologiques dans le cadre de l'accompagnement d'une collectivité si n'est pas assuré un vrai cadre d'un « KM territorial » reposant sur des dispositifs d'apprentissage collectif. Ces dernières années ont clairement montré que l'on ne saurait réfléchir sur de nouveaux contenus culturels sans la prise en compte de l'espace territorial qui est le leur. Nous l'avons dit : il y a d'une part les technologies pour participer à l'évolution de nos habitudes de perception visuelle et de nos modalités d'apprentissage et d'autre part les hommes avec leurs paroles, leur présence physique, leurs gestes transmettant savoirs faire et mémoire collective. Mais il a aussi les territoires et la réflexion sur leur aménagement, leur développement économique et leur devenir. La réflexion sur de nouvelles formes de contenus culturels constitue ainsi un vecteur important de la création de milieux innovants et il faut se consacrer à l'analyse de la genèse de tels milieux dans le monde méditerranéen.

Le patrimoine et l'ensemble des vecteurs de l'identité d'un territoire figurent aujourd'hui parmi les facteurs les plus importants de l'attractivité territoriale, aux côtés notamment des externalités productrices d'innovation technologique - ce d'autant qu'un lien millénaire lie, on l'a dit, le monde méditerranéen aux processus d'innovation économique - et singulièrement au travers de nouveaux espaces de formation et de création.

Dans la mesure où seules des technologies innovantes sont susceptibles de mettre à la disposition de chacun ces matériaux identitaires, une telle démarche doit rendre possible transferts technologiques et échanges de compétences et de savoirs, se faisant ainsi vecteur de coopération et d'aide au développement : le rôle majeur sera, ici comme ailleurs, celui des collectivités territoriales dans les années à venir [5].

Parmi les conséquences de mutations technologiques fortes, figure ainsi toujours la nécessaire inscription culturelle de l'innovation économique territoriale. Un état des lieux des meilleures pratiques et toutes nos analyses démontrent combien il est vain d'espérer des processus

d'innovation technologique territoriale sur le long terme si ne se trouvaient pas développées de véritables stratégies de contextualisation - voire de recontextualisation - identitaire -. La dialectique de l'identité et de l'innovation constitue par là même à juste titre le cœur des préoccupations d'un grand nombre d'acteurs territoriaux européens : les processus régionaux d'innovation devant constamment se réinventer eux-mêmes, seule une telle inscription culturelle peut en effet fournir un terreau suffisamment riche pour générer de nouvelles approches. Le rapport des processus d'innovation et des mécanismes identitaires est au cœur du développement des réseaux et d'une diffusion des savoirs qui est la condition même de la création d'un milieu innovant. Les référents identitaires régionaux sont amenés à devenir ainsi non seulement le domaine par excellence des paris technologiques, mais également l'illustration même des enjeux d'une véritable gestion des connaissances et de leur partage. Une telle stratégie culturelle et économique permet également tout naturellement la création de liens entre compétences à l'échelle de la région, mais aussi entre polarités de compétences. Ceci pour les entreprises certes, mais également pour les administrations publiques : la collaboration entre les villes italiennes pour la création de véritables services en ligne en constitue une illustration exemplaire, comme le montre notamment l'exemple de Sienne et son histoire que nous avons eu l'occasion de suivre. C'est un vocabulaire et tout un langage commun qui se trouve ainsi reconstitué. De telles stratégies peuvent par exemple amener les responsables territoriaux à mettre en place des « pôles de délibération » en matière de création de contenus territoriaux. L'un des défis majeurs pour les acteurs territoriaux dans les années qui viennent sera ainsi à l'évidence la gestion de l'information et une réelle intelligence du complexe.

Il en est de même également pour le marché local du travail, les relations entre les entreprises et les lieux de recherche. Et la création locale de contenus culturels en constitue naturellement là encore un vecteur majeur, même s'il ne saurait constituer en aucune manière un champ d'action autonome, ceci au travers d'un programme d'action collective avec les acteurs technologiques, économiques, culturels et territoriaux. Au travers également de la constitution de réseaux entre les pôles-ressources afin de rendre plus optimale la recherche dans ce domaine et plus aisée l'orientation du public intéressé. L'organisation de rencontres méditerranéennes - les conférences et séminaires ARENOTECH par exemple - pour promouvoir de nouvelles réflexions innovantes en la matière a ainsi pu jouer ici et là un rôle d'incitation : la diffusion plus large et plus cohérente des projets et réalisations est passée bien entendu par une meilleure connaissance des mécanismes mêmes de transmission de savoirs et de mémorisation en cas d'utilisation de certaines technologies évoquées.

Une démarche d'apprentissage et de rencontre, du regard de soi et de l'autre, permet d'initier par exemple à une autre forme de visite et d'inviter à un développement économique basé sur la mémoire. L'un des axes majeurs réside naturellement en l'apport de savoirs de la part des internautes usagers du site : les concepteurs du site entendent éviter de le considérer seulement comme un espace de recherche d'information, mais de contribuer à en assurer également la promotion comme un lieu susceptible d'accueillir connaissances et expériences, réalisations et volontés de créer. Qu'il s'agisse ainsi de la perception visuelle ou encore émotionnelle, que cela concerne les cheminements de découverte ou du développement des capacités de mémorisation et de navigation dans les univers de savoirs, qu'il s'agisse enfin de leur structuration et de la constitution des champs de connaissance, l'enjeu majeur est toujours celui de notre intelligence émotionnelle et de nos capacités à nous ouvrir à tout ce qui, dans l'héritage euro-méditerranéen, peut transcender nos actions et nos existences. Bref, l'approche d'un passé collectif comme vecteur de compréhension et de collaboration. Et c'est en cela même qu'il nous apparaît comme symbolique

des démarches qui doivent être aujourd'hui celles de tous les acteurs mêmes de la transmission des savoirs. La synergie des compétences constitue à l'évidence un facteur de succès, ce qui suppose un rapprochement géographique des savoirs-faire : l'évolution tant économique que technologique dans le domaine des infotechnologies le rend même plus nécessaire que jamais.

II - AUJOURD'HUI

A - D'Essaouira à Fez, de Zaragoza à Alexandrie

Récemment à Marrakech [6] , nous avons évoqué le chantier récemment ouvert d'Essaouira ville numérique et du lancement de ce que ses promoteurs ont nommé l'autoroute du savoir. la ville marocaine et sa province viennent de rejoindre la grande famille des villes de la connaissance à l'instar par exemple de Saragosse.

Il en est de même pour Fès qui comme capitale spirituelle et culturelle, consolide cette position à travers "Fès ville du savoir" en intégrant les technologies de la connaissance. La ville développe ainsi un projet de Technoparc de quatorze hectares dont les travaux débiteront à la fin de l'année 2006 et qui permet de la sorte à la ville de retrouver pleinement son statut de ville de la connaissance - on rappellera l'ancienneté de son université datant du neuvième siècle -.

Sous des formes très différentes, l'objectif est toujours le même : au travers d'une mise en œuvre des technologies de la connaissance, il s'agit de créer une économie du savoir compétitive et faire naître l'excellence à partir même de la fragilité sociale. C'est ainsi, au-delà même de l'équipement informatique et de l'infrastructure Wi-Max qui a été choisie par un groupe de chefs d'entreprises de la Fondation Essaouira Mogador, il s'agit d'assurer un soutien dans la formation au travers d'un programme spécifique d'e-learning pour donner in fine les moyens d'innover, de lancer des défis, d'être leader pour inspirer les autres et de concrétiser une vraie culture de proximité comme stratégie fondamentale du développement économique.

Un peu, sommes toutes, à l'image de Séville - une ville que son plan de prospective définit comme ville de l'innovation et de la connaissance et dont une partie du centre historique s'est donné pour vocation de devenir dans les années à venir un quartier de la nouvelle économie de la connaissance -.

Les projets se sont ainsi dernièrement multipliés, de « Saragosse, ville de la connaissance » à « Alexandrie numérique ».

B -Les programmes de Villes de la connaissance

En Italie, Brescia ou encore Bari développent des stratégies pour devenir Citta de la conoscenza. Les territoires espagnols ont quant à eux démultiplié les espaces de gestion locale des processus de capitalisation des savoirs et des connaissances et des espaces virtuels de recension de toutes les possibilités d'accès à la formation. Il s'agit là aujourd'hui d'une mission majeure de l'ensemble des acteurs locaux, publics et privés dont le développement plus ou moins importé sera clairement conditionné selon les collectivités et les régions par une tradition plus ou moins forte d'intelligence territoriale. On rappellera que Villafranca est l'une des villes qui a pu le mieux esquissé une telle démarche destinée à être de l'ordre de l'évidence dans la décennie à venir.

Les actions municipales et régionales de formation tendent à devenir l'évidence même de la bonne gouvernance territoriale de 2020 : former et former encore constitue aujourd'hui un leitmotiv pour

les collectivités territoriales les plus dynamiques. Burgos Ciudad XXI prévoit de la sorte des cours de formation pour les jeunes en difficulté afin de leur permettre d'accéder aux infotechnologies, des cours de formation aussi pour l'ensemble du personnel municipal. Et il en est de même pour le plan Bilbao 2010 destiné avant tout à conforter le programme d'apprentissage tout au long de la vie mené par la municipalité. Grenade voit l'Institut municipal de formation s'appuyer tout particulièrement sur un centre des nouvelles technologies. Jerez de la Frontera, près de Cadix, a créé dans le même esprit une bourse virtuelle du travail, mais également un amphithéâtre virtuel de téléformation. Leon Ciudad Digital porte de la même manière l'accent sur les questions de formation, où les stratégies d'intégration seront également à suivre dans le cadre d'un programme tel que Ciudad Real : Ciudad empresarial virtual.

On relèvera ainsi :

- - l'importance du repérage et de la cartographie des savoirs-faire à l'échelle territoriale : la condition première de l'attractivité économique d'un territoire réside, au-delà même de la formation et de la transmission des savoirs, dans une connaissance minutieuse des savoirs existants. C'est ce que nous appellerons le processus de Mataro, qui en Catalogne s'est engagée dans cette voie : nous aurons à l'analyser en détail dans la suite de cet exposé.
- - le rôle de la mise en place de dispositifs complexes mettant en œuvre des externalités économiques vecteurs de polarisation des compétences : si l'on reprend les deux mêmes exemples, c'est d'ailleurs l'objectif que s'est fixé pour 2015 la ville de Burgos autour d'une nouvelle génération de parc technologique qui doit aider la ville à se transformer en cité de la connaissance. Il en est de même de Zorrozaurre à Bilbao qui entend devenir un espace d'implantation d'activités permettant l'utilisation de services avancés, future ville à part entière d'une ville de l'innovation et de la connaissance.
- - la place de l'administration électronique comme processus d'accompagnement de tels programmes : la dimension de l'administration électronique locale de la ville de La Corogne se définit d'ailleurs en fonction du programme « Coruña, ciudad del conocimiento » qu'elle entend développer dans les années à venir. Elche propose une dimension particulièrement intéressante dans sa réflexion stratégique : elle conçoit le champ de l'e-administration comme « instrument de gestion du changement de modèle urbain ». C'est dans cette optique d'abord que l'e-administration est amené à constituer l'un des cadres futurs de tels programmes. Getafe, dans la région de Madrid, souhaite ainsi viser une situation de réelle compétitivité territoriale, avec surtout un plan de qualité pour la gestion municipale.
- - les démarches qui sont celles des collectivités tentant de façonner leurs propres outils de visibilité : si elles le font aujourd'hui peu et surtout mal, la prospective territoriale aura à suivre leur élaboration et leur développement progressif. C'est là que se joueront les rapports futurs entre acteurs territoriaux et chercheurs, domaine d'observation et d'analyse de notre Réseau depuis maintenant cinq ans. Ainsi Sabadell, près de Barcelone, au travers de son « plan pour la société de l'information et de la connaissance », a pu créer une Fondation des industries de l'information pour mettre en place des formations liées aux infotechnologies et capable de former les entrepreneurs de demain, ceci parallèlement à l'Institut d'études et de recherche appliquée qui développe des fonctionnalités d'observatoire et de développement de projets innovants. Le plan Sabadell 2010

souligne que la ville numérique qu'elle entend être vise toutes les formes de la compétitivité territoriale.

Nombreuses sont aujourd'hui les villes, régions et collectivités territoriales qui mènent ou envisagent de développer des actions profondément innovatrices en matière de gestion territoriale des savoirs générateurs de nouveaux horizons de formation et de créativité - et donc de dynamique économique -. C'est la problématique même des villes numériques et des pôles de compétences, dont certains programmes sont aujourd'hui suffisamment avancés pour qu'ils puissent servir non certes de modèles, mais de champs de références à prendre en compte pour tous les acteurs économiques et institutionnels conscients de ce que la mutation société majeure de notre temps est bien celle des nouveaux rapports qui se développent sous nos yeux entre territoires et savoirs. Nous souhaitons surtout resituer les nouveaux mécanismes culturels et sociétaux ainsi à l'œuvre dans le contexte méditerranéen dont nous avons laissé entendre dans notre conférence à Beyrouth - ci-dessus évoquée et qui a inauguré un ensemble de présentations sur ce thème - combien son histoire pouvait non seulement contribuer à y trouver sa place, mais lui permettre de construire précisément ses propres modèles.

C - Les Réseaux de compétences et pôles de compétitivité:

vers une nouvelle carte économique basée sur un espace économique polarisé et surtout réticulaire.

Les polarisations territoriales de compétences et de compétitivité, mais également des réseaux qui les relient au travers de l'action de collectivités territoriales auront d'abord à permettre aux entreprises de leurs territoires de mutualiser leurs marchés. Le résultat en sera la généralisation de l'entreprise étendue, une évolution clairement vécue et observable au présent dans la mesure où les trois quarts de la production d'une entreprise sont parfois déjà réalisés par d'autres, et par essence à distance. Les polarités économiques et autres effets d'agglomération constituent aujourd'hui l'une des composantes de la nouvelle géographie économique qui naît sous nos yeux. L'e-business territorial hérite donc pleinement du jeu des externalités qui sont les vecteurs de ces polarisations territoriales de compétences et de compétitivité.

Celles-ci s'inscrivent en effet, on le sait, dans une forte recomposition du système productif global, recomposition où la place des vecteurs culturels par exemple s'avère prédominante au point de surprendre là encore certains acteurs de la vie intellectuelle et des divers domaines de la création : au-delà du regroupement dans de mêmes lieux de laboratoires, d'instituts universitaires et d'entreprises, l'ouverture de nouveaux espaces économiques coïncident notamment de la sorte avec celle de nouveaux lieux culturels.

Les économistes soulignent aujourd'hui combien ces effets d'agglomération, qui poussent à la nécessaire synergie - spatiale ou réticulaire - des firmes d'un même secteur sur quelques sites, jouent un rôle de plus en plus important : ce phénomène place en tout cas la production de savoirs au centre des facteurs déterminants de localisation économique.

Les villes sont ainsi clairement amenées notamment à re-devenir de grandes usines à savoir, où, bien davantage encore, les méta-savoirs - ceux qui permettent de juger, attribuer et noter le savoir - constitueront le principal facteur de pouvoir. C'est tout le phénomène des territoires apprenants et

des villes de la connaissance dont les programmes, on l'a dit, constituent le véritable arrière-plan du développement du business électronique.

Il s'agit donc très clairement aujourd'hui de considérer le savoir comme un véritable instrument de polarisation spatiale et la gestion de sa transmission comme facteur d'aménagement territorial. Le e-business en est le premier bénéficiaire et bientôt l'un des grands acteurs.

Le facteur K des modèles de croissance endogène hérités de la littérature économique des vingt dernières années constitue la force de polarisation par excellence qui fait en sorte que les externalités liées au savoir s'opèrent à l'occasion de contacts et d'interactions qui peuvent être virtuels, mais sont le plus souvent physiques et que les lieux de création et d'innovation peuvent acquérir un dynamisme très fort en se nourrissant justement de ces externalités dans l'utilisation du savoir.

De nouvelles polarités spatiales de compétences et d'expertises d'une part et de construction transméditerranéennes et internationales de réseaux d'excellence gérés par les territoires d'autre part. Ce sont en effet les collectivités territoriales qui peuvent le mieux co-construire des outils de mutualisation des marchés pour leurs entreprises et pour cela des mécanismes d'accompagnement doivent être créés. Il convient également d'évoquer des sujets qui sont tout autant des messages dont je souhaiterais que vous puissiez vous en faire les porteurs [7]. Ces trois domaines recouvrent d'ailleurs très clairement trois axes programmatiques. Les pôles de compétence permettent aujourd'hui de construire une nouvelle carte économique des régions de productions de contenus électroniques : développer des activités et créer des emplois

A partir du moment que nous partons de l'analyse qui est la nôtre - à savoir que l'un des impacts les plus notoires d'Internet sur les territoires est de contribuer à faire ressurgir en force les identités territoriales -, il apparaît évident que l'image patrimoniale, l'image identitaire par excellence pour un territoire, constitue à ce jour un enjeu majeur pour une société locale de l'information qui met au cœur de sa rhétorique - si ce n'est de son action réelle - la notion de l'accès [1]: accès au patrimoine local, mais aussi accès aux réseaux de manière générale, et accès au territoire, aux valeurs qu'il entend porter, aux savoirs-faire qu'il entend développer.

Dans ce contexte, les meilleures initiatives doivent tendre d'abord à apporter un peu de visibilité aux différents acteurs, qu'il s'agisse des entreprises, des collectivités, des chercheurs : visibilité quant aux technologies aujourd'hui à notre disposition pour permettre des visites virtuelles, de nouvelles pratiques en matière de tourisme et de découverte des pays et terroirs [2], en matière de formation pour tous ceux qui auront à gérer ces nouveaux vecteurs de gestion territoriale...

Elle vise ensuite à accompagner les acteurs eux-mêmes dans l'ébauche de telles stratégies, compte-tenu des évidentes spécificités de chaque situation, mais aussi des possibilités de travail collaboratif avec des collectivités européennes qui ont choisi parfois même très antérieurement les mêmes axes de développement les mêmes objectifs sur le plan culturel, mais surtout sur le plan économique.

Dimension humaine, contraintes de visibilité, de prospective et de formation : il ne s'agit pas de la course à la technologie comme certains ont pu le dire récemment de manière fort maladroite ; il convient d'aider à démultiplier les usages et donc les accompagner dans une dimension prospective.

En donnant de la visibilité, en donnant une formation personnalisée et en travaillant de façon coopérative, entre villes régions, pays..., on développe des véritables stratégies (Arnedo, Valence).

En ce qui concerne les marques territoriales, les terminaux électroniques que nous utilisons tous aujourd'hui - et dont le destin semble aujourd'hui, nous le voyons bien, être directement lié à une vraie mixité fonctionnelle et à une pluralité d'usages - pourront ainsi être des vecteurs parmi d'autres d'une mise en image territoriale. Les divers acteurs doivent donc s'efforcer de conserver toute leur capacité de visibilité et de veille technologique. Le rôle des collectivités territoriales est à ce niveau de rassembler et d'intégrer contenus et pratiques et les valoriser à travers d'un véritable réseau de distribution de l'information. Dépasser les archaïsmes des institutions s'avère donc indispensable pour pouvoir s'appuyer sur un réseau de partenaires qui acceptent pleinement les contraintes technologiques d'un tel contexte de démarches innovantes.

D La crise de la gouvernance locale

Celle-ci est aujourd'hui multiple dans le monde méditerranéen, l'analyse de la plupart de nos interlocuteurs est à cet égard parfaitement convergente. On a notamment voulu se contenter d'y voir la revendication d'un nouveau statut de « citoyenneté » ou bien encore l'impact d'un ordre planétaire recomposé, sans se résoudre à l'évidence : à partir du moment où le savoir est considéré comme le vecteur majeur de création de valeur, il ne devient plus guère possible d'envisager la gestion territoriale de la même manière.

C'est là peut-être même l'enjeu décisif de la gouvernance des savoirs et des économies apprenantes [1], et ce à tous les niveaux, qu'il s'agisse de la quête d'horizons prospectifs ou encore de la gestion de la mémoire, de ses repères et des acquis cognitifs qui constituent l'essentiel de l'héritage historique d'une région. L'immersion générale des territoires dans des économies transfrontalières suppose en outre la gestion d'une mutualisation des compétences, quel que soit leur support linguistique ou culturel, mais aussi la participation à leur construction. Et c'est cette participation qui est en train de devenir, dans les régions d'Europe les plus dynamiques, l'objectif premier d'une collectivité territoriale.

Pourtant, s'il n'est plus guère d'entreprise sérieuse qui ne présente l'état de son capital immatériel, il n'en va pas encore de même pour de nombreux territoires. Rappelons que pour l'OCDE, les actifs d'un tel capital sont ceux d'essence technologique comme la recherche, ceux également ceux concernant la gestion des connaissances innovantes et l'apprentissage organisationnel et bien évidemment l'ensemble des savoirs stratégiques. Tels sont d'ailleurs pour l'essentiel les traits qui caractériseront de plus en plus les comportements et profils cognitifs des territoires.

Aussi la distribution réticulaire des pouvoirs qui nous est annoncée depuis près d'une décennie, même si elle contribue largement à en redéfinir les pratiques, ne saurait contribuer à elle toute seule à développer l'attractivité et la compétitivité territoriale. C'est surtout son rôle dans la socialisation de savoirs innovants qui s'avèrera décisif.

Le modèle espagnol qui s'esquisse sous nos yeux a en la matière pour l'ensemble des collectivités méditerranéennes une valeur de test. D'où l'importance de son suivi et de son accompagnement afin notamment de juger de sa transférabilité à d'autres collectivités et régions : un journal économique français a ainsi pu évoquer un « nouvel âge d'or espagnol », où au demeurant les régions avaient

davantage de moyens que l'Etat. Un nouvel itinéraire de l'Espagne territoriale se dessine en tout cas avec des villes qui repensent leur fonctionnement - voire, de manière on ne peut plus pertinente, leurs modèles mêmes - pour créer de nouveaux services.

Il faut souligner également le rôle de nombre de petites collectivités de manière générale qui ont souvent servi d'amorçage à des plans autrement plus avancés dont nous pouvons aujourd'hui suivre avec d'avantage de précision les objectifs et les premiers résultats.

Une stratégie de e-services particulièrement volontaire et efficace sera en tout cas le fait, très clairement, de collectivités qui visent un statut où la stratégie municipale veille à une formation susceptible de compléter ses atouts de compétitivité, même si trop souvent on sait bien que la sémantique de la « société de la connaissance » s'y trouve aux antipodes des rhétoriques politiciennes.

Un nouveau regard sera donc bientôt nécessaire sur les territoires méditerranéens comme producteurs de connaissances et de contenus. On entend en effet des interprétations erronées fréquentes en la matière, comme l'illustre l'intitulé de l'atelier qu'il m'a été donné de diriger à Sarajevo les 12 juin : « l'adieu aux traditions »...C'est bien évidemment tout le contraire qui se produit [1].

E - Les infotechnologies dans le monde méditerranéen dans le contexte général du développement économique et technologique contemporaine

On peut retenir à cet égard plusieurs grandes caractéristiques générales :

- - le grand retour de la ville et du territoire : si ce retour constitue aujourd'hui un facteur majeur sur une grande partie de la planète, le nouveau rôle des collectivités territoriales est essentiel dans le monde euro-méditerranéen qui se trouve en effet être en certaines de ses régions un précurseur absolu en ce qui concerne les cités états qui est la déclinaison antique des grandes métropoles d'aujourd'hui et en tout cas des réseaux de villes et de territoires. L'Etat-nation ne présente guère de valeur ajoutée, les collectivités locales seront les vraies forces motrices du développement.
- - l'impact des infotechnologies sur la gestion territoriale : ce retour vers un modèle urbain et territorial hérité de l'histoire urbaine se trouve accentué par l'utilisation des technologies du numérique et de la convergence. Les villes numériques - les villes engagées dans l'utilisation des infotechnologies, ce sera bientôt le cas d'Alexandrie, nous l'avons souligné, au travers des projets actuels - remettent au goût du XXIème siècle de telles démarches territoriales traduisant un regain de l'activité municipale et assurant la mise en réseau des villes - nos collègues québécois parlent quant à eux de « réseautage entre villes ingénieuses » -.
- - les programmes de villes de la connaissance ci-dessus mentionnés : ils prévoient tous des échanges de savoirs démultipliés de manière quasi-exponentielle entre l'homme et son environnement urbain et territorial, nous y reviendrons
- - le constat que certains territoires commencent à agir et à réfléchir vraiment sur le long terme : le concept de développement durable - très largement porté par les technologies de

l'information - traduit en réalité très largement cette démarche du long terme, un long terme par rapport au futur certes, mais aussi bien par rapport au passé.

- - le retour à la mobilité : ce sont de nouvelles formes de mobilité et surtout d'usage de la mobilité qui apparaissent, après une période dominée par une économie industrielle de fixation de l'homme sur un espace donné. La mobilité cognitive - trait majeur, s'il en est, des mutations aussi bien passées que futures -, on y reviendra, est ainsi amenée à se trouver au cœur de ces nouvelles formes.

De telles caractéristiques nous amènent à être confrontés à des environnements urbains qui sur le point de démultiplier les capacités cognitives de créativité et les exigences de transparence :

- - économistes et prospectivistes, lorsqu'ils ébauchent aujourd'hui leurs scénarios - on le verra lorsque nous évoquerons les constructions du futur aujourd'hui rencontrées, n'écotent en effet que fort peu leurs collègues qui travaillent dans le domaine des neurosciences et des sciences cognitives ou encore les analyses qui situent l'inscription de l'économie de l'innovation dans les nouveaux horizons d'une créativité aujourd'hui confortée.
- - pour ce qui est de l'éthique et de la transparence - vecteurs majeurs d'une telle créativité -, tous ceux qui réfléchissent sur l'horizon du business et du monde des affaires de demain savent également qu'un behavioriste comme Georges Chetochine souligne un autre grand retour, celui des valeurs, alors même que les économistes et analystes de l'Europe du Nord - en Scandinavie notamment - rappellent que l'innovation n'est guère possible sans exigence de transparence.

Au-delà de ces caractéristiques globales et de ces exigences minimales qui apparaissent aujourd'hui clairement, un tableau tel que le nôtre - sans viser en rien à une quelconque exhaustivité - doit souligner notamment cinq axes.

1 - La mobilité territoriale et cognitive.

C'est d'abord en ce domaine que nous proposons aux participants à la rencontre EUMEDIS et aux lecteurs de la présente conférence de participer aux futures expériences menées aujourd'hui. Il s'agit là en effet d'un champ qui nous semble particulièrement parlant, quasi-métaphorique quant au management des entreprises et des territoires en développement, puisqu'issu d'infrastructures, d'outils et surtout de besoins par bien des aspects tout à fait nouveaux par rapport aux horizons économiques d'un passé encore récent, voire par rapport aux réalités du présent.

Les territoires se transforment en effet sous nos yeux en des espaces largement annotés et informationnellement amplifiés : les exemples et expériences en cours dans ce domaine sont sur le point de se faire nombreux et les rives de la Méditerranée sont quasi-prêtes à faire leurs de telles pratiques.

Notre quotidien informationnel est ainsi amené à changer profondément, de même que les activités économiques d'aide au savoir évoqués ci-dessous et qui lui sont liés : les outils aujourd'hui à notre disposition complètent et enrichissent nos perceptions spatio-temporelles de la ville et contribuent fortement à créer de nouveaux modèles économiques pour des services d'assistance, d'aide au savoir, de compréhension des espaces parcourus, de connaissance des paramètres patrimoniaux et identitaires fréquentés, de services pour un tourisme et notamment un tourisme culturel enfin

reconnu comme un secteur économique majeur. Mais ces nouveaux services - utilisant très abondamment l'ensemble des technologies de géolocalisation, basés notamment sur la cartographie de l'expérience que font au quotidien tous ceux qui utilisent l'espace urbain - n'ont pas encore clairement stabilisé leurs modèles économiques : l'horizon géographique présentement évoqué peut à notre sens largement y contribuer. Une telle aide au savoir offerte topographiquement sera en effet à l'évidence l'un des champs majeurs de l'accompagnement de la mobilité : le coût des services offerts s'inscrira tantôt dans une nouvelle formulation des forfaits d'opérateurs, tantôt dans les stratégies publicitaires et d'offres des acteurs commerciaux de proximité et surtout dans la création d'une pléthore de services d'information en ligne. Il nous faudra souligner à ce propos les changements ainsi rendus indispensables dans l'activité des centres d'appels - nombreux dans la région - en termes de formation des employés, mais surtout en matière de mobilisation des expertises.

A cette fin, nombreuses sont les villes, régions et collectivités qui se trouvent amenées à élaborer d'importants programmes dans le but d'étendre et de renforcer la coopération et les interactions entre la recherche publique, la vie culturelle et scientifique et la communauté des entreprises. Il leur faut en effet impérativement encourager et soutenir par exemple les synergies entre les activités de recherche existantes dans les régions, leur fécondation au travers d'une large transmission des connaissances nouvelles à l'échelle du territoire et peut-être surtout leur inscription dans des modèles économiques de réelle compétitivité entre collectivités locales -.

2 - La gestion des savoirs comme nouvelle interface entre l'homme et son environnement [8]

Évoquer aujourd'hui les défis du KM amène à un double constat dans l'observation des réalités présentes :

- les infotechnologies ont amené un réel changement dans notre rapport à l'environnement et aux écosystèmes économiques
- la conséquence d'une telle mutation a contribué à encore accentuer la fragmentation des savoirs et leur caractère fondamentalement hybride, mais aussi à mesurer le rôle que devront jouer à l'avenir de réels dispositifs de gestion des connaissances dans l'ensemble de nos démarches individuelles et sociales.

C'est donc une quasi-refondation des principes mêmes de gestion des connaissances dont il convient d'évoquer la nécessité. Ce ne sera pas certes à l'occasion de ce rapide tour d'horizon que nous pourrons évoquer les regards nouveaux nécessaires et surtout l'ensemble des technologies à prendre en compte : nous souhaitons donc que cette première présentation puisse être suivie d'analyses complémentaires, en lien étroit éventuellement avec une université ou un institut de recherche qui souhaiterait s'y consacrer. Alors même que le KM, nous l'oublions parfois, est en fait une très ancienne démarche, sa reformulation dans le sens où nous l'entendons généralement encore aujourd'hui a elle-même pris quelques rides au cours de ces toutes dernières années. Ce que nous dirons entend donc s'attacher à en reformuler certains champs et parfois à refonder les bases mêmes de ceux-ci au travers notamment des contributions récentes des sciences cognitives, mais également à partir d'une prospective de la gestion des savoirs dans un contexte d'intelligence ambiante. C'est pourquoi, à l'occasion du KM Forum de Tunis en 2006, nous avons récemment présenté les grands axes de nos analyses prospectives et dédiée aux processus de développement de

la gestion des connaissances, ceci parallèlement à une première synthèse relative au KM territorial élaborée dans le cadre du programme des Villes de la connaissance développé par le Réseau européen des Villes Numériques.

3 - Un environnement processeur de connaissances et de savoirs hybrides et fragmentés

Nous nous trouvons ainsi de manière générale devant une vision de l'environnement comme processeur de connaissance et non plus tant comme processeur d'information, connaissances parfois encadrées de plus dans des interactions spécifiques et dans des réseaux de relations personnelles. Les distances et les asymétries cognitives s'avèrent donc ici plus fortes naturellement que celles liées à l'information, du fait aussi de l'intellectualisation d'une production largement basée sur le savoir et de l'intégration des connaissances dans les logiques productives. Notre environnement est ainsi aujourd'hui largement caractérisé par des savoirs hybrides et fragmentés et des dispositifs de gestion des connaissances encore trop largement embryonnaires.

La fragmentation des savoirs aujourd'hui constatée se trouve accélérée, on le sait, par le caractère de plus en plus diffus des sources de l'information et précisément constitue là encore clairement l'un des défis majeurs du KM de demain. Le suivi des rencontres des divers acteurs en la matière en constitue à chaque fois une illustration des plus singulières : nous évoquons volontiers ce que nous appelons le paradigme de Tafira.

FADAIAT (« à travers les espaces » en langue arabe) est une manifestation qui se tient depuis 2004 au sein d'un château médiéval tout au long des dix journées qui entourent la fête de la Saint Jean à Tafira, la bourgade située le plus au sud de l'Europe, accumulant par là-même toutes sortes de choix symboliques (il s'agit de l'époque de l'année où un grand nombre de clandestins tentent de franchir les trente kilomètres qui séparent la ville espagnole des terres marocaines). Elle se déroule en connexion avec de nombreux endroits dans le monde grâce à des outils de streaming libres où par exemple des images en provenance de Tanger se voient mixées en temps réel avec des flux musicaux produits à Barcelone. Les organisateurs y disent surtout vouloir y réfléchir à une architecture où l'espace physique, social et les réseaux numériques interagissent pour créer un nouveau territoire : tout comme à Karosta en Lettonie et à Novi Sad en Serbie, le medialab de Tarifa détourne ainsi une ancienne fortification en espace de libre circulation des savoirs. Ce qui nous intéressera ici est naturellement d'y saisir les modalités nouvelles d'une telle circulation et plus encore la gestion de leur structuration : au travers d'une telle démarche et au terme du projet européen DASH, la Borderline Academy entend en effet poser les jalons de nouvelles formes de partage et de gestion des connaissances. Les échanges sont ainsi filmés et archivés en ligne, certains sont regroupés et diffusés sur la télévision locale à l'attention de la population, alors que des ateliers sont consacrés à des sujets aussi divers que la cartographie tactique : on y retrouve tous les défis de la constitution d'une culture numérique où en premier lieu les horizons culturels se voient confrontés en temps réel (ainsi une sculpture en création à l'autre bout de l'Europe est-elle projetée à toutes les phases de sa genèse sur un mur du château de Tafira) et où naturellement les objectifs des participants sont multiples. On voit aisément combien s'avère de la sorte difficile toute vision générale et intégrée, en l'absence de dispositifs permettant d'intégrer et d'organiser des connaissances fragmentées et éparpillées au gré des individus, des équipes, des milieux culturels et sociaux, question parallèle à la problématique marshallienne de l'intégration locale des savoirs.

Toutes les formes de l'hybride - l'une des figures culturelles justement aujourd'hui parmi les plus largement analysées - se retrouvent ainsi au cœur des réflexions contemporaines sur la connaissance et les typologies potentielles de sa structuration au travers des interactions, mises en parallèles paradoxales, amalgames et mixages de tous ordres, répliques et simulations et toutes sortes d'ingénieries génétiques à l'œuvre dans la noosphère chère à Edgar Morin. La pensée humaine se voit ainsi définir comme un état permanent d'hybridation que nourrit la création artistique et la créativité de manière générale.

L'innovation met quant à elle en scène la création d'images d'événements futurs permettant de guider l'action. C'est par là-même toute une définition de la gouvernance qui se forge : innovation et production de connaissance dépendent de l'interprétation sociale de la situation et cette interprétation sociale contribue à déterminer un plan d'action. Tout responsable se doit ainsi d'exercer un véritable leadership cognitif afin de tenir compte des cadres interprétatifs des acteurs : l'image qu'il déploie permet de faire de l'institution un dispositif cognitif collectif, ce qui fait qu'au-delà des dimensions formelles et incitatives le pouvoir sera donc amené toujours d'avantage à revêtir des dimensions cognitives. Là, plus qu'ailleurs encore, inculture et ignorance ne seront plus de mise puisque, au travers de l'image ainsi forgée, la connaissance collective se verra directement dépendante d'une connaissance individuelle.

Il nous faut prendre en compte aussi les nouveaux rapports à cet égard entre l'aménagement des espaces publics et des supports informationnels basés par exemple sur la connexion à Internet sur de grandes surfaces de verre - grâce à l'utilisation des ondes sonores -, mais également l'utilisation de modèles architecturaux virtuels.

La nécessité de création de lieux d'apprentissage locaux sera quant à elle, de ce fait même, indispensable : des lieux virtuels bien sûr (sites d'aide à la formation proposés par les collectivités), mais aussi lieux physiques (création d'universités locales et de nouvelles agoras du savoir).

Il conviendra de mettre en place des dispositifs de support pour la gestion des connaissances disponibles en un lieu donné. Face à une telle fragmentation des connaissances, à leur présentation et à leur transmission, l'aide à la décision informationnelle par exemple devient donc à nouveau un champ majeur où un précisement KM renouvelé aura toute sa place, dans l'évaluation notamment de la pertinence des divers outils disponibles. D'où l'importance de la mise en place de dispositifs, au travers par exemple de communautés intensives en connaissance, notamment sous les deux formes bien connues : communautés de pratiques qui font circuler et qui comparent de manière incessante les meilleures pratiques, mais communautés épistémiques surtout qui sont des groupes engagés dans des processus de création de connaissance et qui construisent progressivement pour y parvenir une structure commune permettant une compréhension partagée.

Entreprises, instituts et territoires sont donc amenés à développer d'indispensables stratégies de proximité cognitive : une entreprise ou une institution seront inexistantes et condamnées à la plus totale des impuissances si elles ne s'ouvrent pas largement à de multiples communautés informelles interconnectées et complémentaires dans l'accumulation et la génération de la connaissance et où la confiance cognitive joue un rôle essentiel au sein des processus mobilisés. L'entreprise ou l'entité territoriale seront ainsi perçus comme un faisceau de ressources et caractérisés non plus, là encore, par une asymétrie informationnelle, mais bel et bien par une asymétrie cognitive : la logique

économique n'y sera plus tant l'allocation de ressources que la création de ressources. D'où la nécessité d'une vraie approche cognitive des entreprises et entités publiques ou privées.

S'il est aujourd'hui usuel de parler d'organisations apprenantes, produisant et utilisant de la connaissance, insérées dans des réseaux d'échanges de savoirs, les approches traditionnelles des organisations ont assez largement négligé ces aspects en réduisant la connaissance à de l'information. Et il est vrai que l'on ne peut être qu'abasourdi par la naïveté de nombre de discoureurs dans le traitement qu'ils infligent aux questions liées à la connaissance, l'apprentissage et l'innovation. La primauté de la coopération cognitive avec ses modèles mentaux partagés et ses dispositifs cognitifs collectifs est évidemment majeure pour toutes les questions liées à l'intelligence collective : sans partage en effet des cadres cognitifs et interprétatifs et des options théoriques qui les portent, les échanges ne peuvent constituer au mieux qu'une vitrine vite vieillie pour objets surexposés qui n'aura pas la moindre chance de faire converger les actifs liés à la connaissance.

Il ne saurait clairement y avoir mobilisation d'une connaissance dispersée sans que les divers acteurs ne partagent interprétations et significations : un environnement communicationnel commun ne saurait naturellement suffire sans réciprocité des perspectives et réciprocité des motivations capables de constituer des processus dynamiques et un véritable apprentissage où la grammaire sociale se trouve soumise à des processus interprétatifs permanents.

Dans ce sens, les institutions ont vocation à se transformer en dispositifs cognitifs collectifs. Un économiste ne peut donc que souligner le manque d'infrastructures immatérielles pour la bonne gouvernance politique et publique et son jugement dès lors ne peut qu'être extrêmement sévère : les services que le secteur public et politique offre, les politiques qui y sont conduites devraient être de plus en plus appuyés par la connaissance scientifique, une documentation statistique et qualitative de sujets, un débat, bref des connaissances accumulées et accessibles sans coût que l'on pourrait appeler immatériels du secteur politique et publique. Ils devraient en permanence évoluer tant en gamme qu'en qualité et en utilité sociale ». L'énumération pourrait ici se faire longue et cruelle : retards dans la connaissance de telles ou telles politiques publiques du point de vue de leur impact et de leur performance, manque de mise à disposition gratuite de la base de données et de connaissances par exemple pour les chercheurs. Sans connaissance commune des affaires publiques, il n'est pas de bonne gouvernance : celle-ci apparaît inexistante sans une réelle mobilisation des immatériels du secteur politique et public, en termes d'évaluation par exemple : les décideurs doivent donc associer de plus en plus à leurs choix la réflexion préalable, la recherche du modèle de l'action préférable, l'écriture des diagrammes logiques d'impact, les tests de réussite....On sait par exemple aujourd'hui que de simples études de cas pourraient, scientifiquement construites, correctement documentées et communiquées, être sources de réflexion pour tous les acteurs. Mais tout cela reste à gérer et à accompagner [9] .

4 - L'évolution vers un savoir géolocalisé et distribué

Au-delà de ces flux et du formatage des savoirs qu'ils peuvent véhiculer, les opportunités communicationnelles créent des possibilités d'itinérance cognitive et des environnements scénarisés pour lesquels s'avèrent indispensables des dispositifs d'aide au traitement des informations et savoirs ainsi mis à disposition : un autre défi pour la Méditerranée.

a - L'infrastructure invisible de couverture des territoires créée par les technologies télécommunicationnelles, s'il constitue naturellement comme chacun sait un défi en soi tend à induire dans le maniement du matériau même de la connaissance tout à la fois d'avantage de simplicité d'une part, au travers d'une structuration spatiale des savoirs, de complexité d'autre part, face à des savoirs pensés comme objets d'interactions. Nous sommes en tout cas amenés à penser notre environnement en termes de développement des espaces intelligents qui se créent autour de nous dans le monde occidental au travers notamment des technologies sans fil et qui nous offrent une sorte d'Internet ambient décliné à l'échelle de la Cité qui se transforme en ville de la radiofréquence et des réseaux omniprésents et tend à nous mettre en présence d'une ville amplifiée en quelque sorte par l'intrusion d'espaces devenus non quantifiables. Nous avons ainsi eu l'occasion de mettre récemment l'accent tout particulièrement sur des expériences permettant à tous ceux qui fréquentent un espace urbain d'annoter leur environnement, de lui conférer un sens personnalisé, se transformer en auteur en se servant de cet environnement et d'être au départ d'un processus de construction de connaissances, bref de rechercher et de fournir informations et renseignements : bien des régions méditerranéennes sont aujourd'hui prêtes à emprunter de telles démarches.

b - Un réseau de réflexion qui développe qui a développé, avec d'autres en Europe, un important programme de recherche autour des développements potentiels des matrices sociales - Proboscis - est ainsi parti de l'idée de ce que des technologies sans fil pouvaient créer en matière de géographie sonore urbaine. Il s'agit au fond de cartographier l'expérience que font au quotidien ceux qui parcourent une ville et qui cherchent à établir un lien entre ce qu'ils font au quotidien - dans leur travail économique, politique, culturel...- et ce qui se passe, se pense, se commente autour d'eux. S'enrichir et enrichir ce que pensent et savent ceux qu'ils côtoient de ce qu'ils croient savoir et penser eux-mêmes. Nous deviendrons tout à la fois archéologues de nos environnements, mais aussi contributeurs à leur développement, en ouvrant des espaces d'enquête dans l'épaisseur des expériences de la ville. Des projets ont déjà permis aux usagers d'annoter leur propre ville virtuelle, permettant à la mémoire collective de la communauté dans laquelle ils se trouvent de croître quasi-organiquement, en permettant aux citoyens ordinaires d'enchâsser un savoir social dans le nouveau paysage sans fil de la cité. Les usagers doivent pouvoir ajouter de nouveaux emplacements, des contenus pour ces emplacements et « enfilet » en quelque sorte les emplacements individuels à des contextes locaux par des dispositifs mobiles. L'utilisateur doit être capable de sélectionner de tels « enfilements » (historiques, sociaux...) ou au contraire de se laisser conduire: il reçoit alors une carte des espaces qui se trouvent associés avec eux : ils peuvent la prendre comme guide ou au contraire demander au système de les prévenir dès qu'ils passent près d'un de ces espaces. Il s'agit là d'une sorte de performance de la mémoire collective.

Notre espace de vie au quotidien démultiplie ainsi les publications sur lui-même, des technologies nous permettent ainsi en tout cas de réarticuler ce qui pourra être écrit sur lui. Un outil précieux pour changer l'image d'un territoire ? Reconfigurer aussi nos mémoires, autant personnelles que collectives et prendre peut-être la main sur elles... Chacun l'imagine : en rendant invisibles des composantes spatio-temporelles, le risque existe de rendre invisible encore davantage le rapport au pouvoir et son contrôle. En ce qui concerne le quotidien informationnel et les perceptions spatio-temporelles de la ville, on peut ainsi ajouter des connotations temporelles à la carte urbaine qui se trouve sur votre PDA : la carte nous dit en quelque sorte le temps à parcourir.

Nous pouvons là encore attacher à un espace donné le volume d'une communication mobile. Ce qui nous apparaissait familier et connu dans l'espace urbain peut nous livrer ainsi des sensations nouvelles, étranges peut-être, beaucoup d'interrogations certainement et en tout cas une démultiplication des facteurs de curiosité et des occasions de connaître, regarder, questionner autrement, révéler largement ce qu'il nous semblait pourtant connaître. Ce qui ne nous appartient pas peut être personnalisé. Cela nous met en tout cas de réfléchir sur la mutation de la perception de l'espace et du temps à l'œuvre sous nos yeux : problématiser nous semble en tout cas être une réelle urgence dans un monde géographique comme le nôtre, avec le développement de nouvelles temporalités, celle de l'attente par exemple, ou encore et surtout la construction d'infrastructures invisibles. Une sorte d'archéologie à l'envers où creusons métaphoriquement un espace pour y placer contributions et annotations, ce que développent des projets européens tels que Glitch. Les pays méditerranéens sont amenés à se saisir de telles expérimentations - l'exemple d'Alexandrie s'avère là encore être des plus significatifs -.

Mais ce sont aussi, au-delà de telles formes d'itinérance cognitive, des environnements scénarisés qui se créent de manière générale tout autour de nous. La customisation informationnelle que nous commençons à vivre nous met en présence d'environnements à scénarios, la capacité donc de créer des environnements personnalisés et contextualiser un environnement de travail ou de réflexion, vecteurs d'annonce donc, de mémoire ou de rappel d'une donnée ou d'un ensemble de données. Une telle scénarisation constitue au demeurant une parfaite allégorie de l'aménagement de nos espaces de vie et de savoirs.

5 - La genèse d'écosystèmes de transmission des savoirs

La sémantique de l'informatique embarquée nous permet d'évoquer, ne fut-ce que de manière allégorique, les informations embarquées qui sont amenés à constituer nos écosystèmes de demain. Traditionnellement pris en charge par les véhicules rhétoriques d'une part, les formes visuelles d'autre part, les informations - voire les savoirs dont elles assurent la genèse - sont amenées à être intégrées à quasiment tout type d'objet. Elles constituent l'intelligence ambiante chère à Ian Pearson, l'un des prospectivistes les plus consultés au sein des laboratoires de British Telecom. Multiples sont ainsi les liens de savoirs qui se développent à nouveau entre l'individu et l'espace qui l'environne. Véhiculés par des écrans et nombre de flux informationnels, ces liens élaborent des savoirs fragmentés et hybrides : leur conférer cohérence et visibilité constitue donc un premier enjeu majeur en matière de gestion des connaissances. Au travers des flux informationnels, notre environnement se voit transformé en champ d'expérimentation de nouvelles formes de communication et pourvoyeur d'envois informationnels multiples, mais également de documents complémentaires proposés à partir des images qui la parsèment.

a - Pour ce qui est des envois informationnels et surtout des fils RSS (Really Simple Syndication), on sait qu'il s'agit d'un standard adopté par de multiples sites d'information (mais aussi des blogs) pour diffuser leur fil d'actualité. Peu importe évidemment ici le logiciel de lecture adopté pour recevoir de tels flux informationnels dont l'arrivée se voit signalée en temps réel sur nos écrans et notamment les pages web que nous avons déterminé pour les donner à lire à notre tour. Nos environnements de savoirs sont amenés à être- ils le sont parfois déjà en partie - constitués de la superposition de tels flux : c'est dire le défi à relever pour toute stratégie de gestion des connaissances quelle qu'elle soit.

b - Les écrans qui parsèment nos espaces de vie - qu'il s'agisse des sphères privées ou publiques -, nous offrent quant à eux des matériaux générateurs d'une foule d'informations complémentaires générées automatiquement ou sur requête. Seront ainsi des composantes de notre environnement des cinq à dix prochaines années des publicités animées pouvant adopter entièrement la forme des colonnes et supports d'affichage tels que les colonnes Morris, le téléviseur capable de s'enrouler tel un journal et se glisser dans la poche ou encore naturellement le papier électronique. De manière plus que symbolique, Koen Joosse, chercheur dans les laboratoires de Philips, propose tout simplement d'étaler, comme s'il s'agissait de réaliser une peinture, les cristaux sur une surface. De manière générale, le KM de demain aura à prendre en compte que toute information sera potentiellement génératrice d'informations complémentaires.

c - Des interactions nouvelles entre espaces publics et privés de savoirs nous amènent ainsi à esquisser de nouvelles catégorisations et d'autres formes de structuration de nos connaissances.

La distinction ontologique entre connaissances individuelles et collectives et celle - de nature épistémologique - entre connaissances explicites et implicites qui aboutissent aux quatre types de connaissances aujourd'hui généralement reconnues nous permettent de montrer combien les nouveaux liens de savoir qui nous font (et nous feront de plus en plus) interagir avec notre environnement se font générateurs de process d'innovation en enrichissant d'une part les connaissances ancrées et incorporées et en modifiant surtout d'autre part les rapports de celles-ci aux connaissances codifiées et enregistrées.

On ne peut que s'interroger à cet égard sur l'impact réel des diverses formes de mise en réseau social proposées par les infotechnologies et ses avatars les plus récents, tels que le bookmarking social qui propose des espaces de stockage et d'échanges de données et d'images. Ce besoin de regrouper, voire de hiérarchiser les informations détenues, ne peut en tout cas que s'amener à s'interroger sur une visibilité globale dont la construction s'avère de plus en plus complexe.

Tout ceci sans même mentionner les débats sur le savoir être et plus généralement le capital social.

III - DEMAIN

A ce stade aussi, les enjeux sont aux mains des territoires et...de la société locale du savoir. Aussi est-il urgent de créer à l'échelle de l'ensemble de la Méditerranée une plate-forme de savoirs pour un retour au sentiment partagé d'un espace de connaissances. Il s'agira par là-même de créer une vitrine d'outils et de savoirs faire, en liaison avec universités et laboratoires de recherche, entreprises et agences locales de développement, de développer les usages et services innovants dans le domaine des technologies du numérique au service des territoires et bien évidemment d'accompagner une totale révision des rapports ici maintes fois évoqués entre territoires et savoirs. Un programme aussi pour renouveler l'enseignement de l'image à l'horizon de l'Euro-méditerranéen de demain : plus mobile, donc plus proche, plus apprivoisable intellectuellement, au travers notamment des outils de la mobilité intelligente. Le concept même d'objets d'apprentissage peut aujourd'hui compléter un tel tableau, de par leur nature même réutilisables et réagénçables selon différents objectifs ou environnements [10].

Dans l'ensemble des expériences, projets, programmes et réalisations que nous suivons et que nous accompagnons à l'échelle internationale [11], nous retrouvons la même évolution forte déjà

largement mentionnée relative aux rapports entre les territoires et les savoirs et l'impérative nécessité pour ceux-ci d'en assurer la gestion et la transmission.

Il nous suffira ici d'évoquer quelques exemples. Les sociétés méditerranéennes ont aujourd'hui une incontestable longueur d'avance potentielle en ce qui concerne la compétitivité par le savoir. Si l'on analyse avec soin le développement de certaines stratégies territoriales de l'Europe méditerranéenne, nous pouvons d'ores et déjà répondre à certaines de nos interrogations : ce qui fait progresser les territoires en matière de gestion numérique de l'information et de la connaissance, ce sont - transcendant les technologies - les savoirs qu'elle possède déjà en termes de structuration et d'intégration des savoirs, et ce sans que les divers acteurs en soient véritablement conscients. C'est la première vision, nous semble-t-il, du futur que nous pouvons avoir.

A - Une geo-économie méditerranéenne basée sur des espaces interrégionaux de connaissances

Au-delà, ce sont également des espaces régionaux et interrégionaux de connaissances qu'il convient de créer pour faciliter transferts technologiques et mutualisation d'outils. Une stratégie qui entend se situer par rapport à l'action de réseaux tels que ceux construits par des quartiers apprenants qui aujourd'hui permettent à de nombreuses collectivités européennes de travailler et de réfléchir ensemble dans leurs programmes de villes intelligentes ou de cités-savoir.

Il faut ainsi songer aux constructions territoriales ultrapériphériques de la Communauté européenne sous l'égide notamment des Canaries qui, de Tenerife à Las Palmas, semblent destinés au-delà des colonnes d'Hercule à devenir très bientôt des territoires d'expérimentation et d'interface de mise en œuvre de tels modèles à l'échelle atlantique. Mais l'exemple emblématique sera clairement celui de la coopération euro-méditerranéenne qui caractérisera le monde économique et culturel de 2020 s'inscrit dans le développement d'un espace méditerranéen de la connaissance.

1 - Les futures stratégies de Lisbonne à l'échelle méditerranéenne

Ce que nous pouvons appeler - de manière évidemment métaphorique - les futures stratégies de Lisbonne déclinées à l'échelle locale est appelé à s'incarner dans des quartiers apprenants qu'illustre bien l'exemple de Poblenou à Barcelone que nous avons tenu à présenter dans le cadre de Global City à Cannes en 2005. Mais, parmi bien des mécanismes qui commencent d'ores et déjà à se mettre en place, nous aurons à évoquer également une autre traduction possible de telles stratégies et que nous dénommerons le processus de Mataro.

A cette fin, ce sont plusieurs chantiers que nous nous proposons ici d'évoquer à partir des réalisations et des projets que nous accompagnons maintenant depuis plusieurs années et qui relèvent largement de la stratégie de Lisbonne.

Sans prétendre nullement ici à quel qu'exhaustivité, nous en retiendrons trois :

- - il nous faut d'abord constater en tout premier lieu le grand retour de l'idée que la cité et son territoire sont vus depuis l'Antiquité méditerranéenne - nous renvoyons ici à nos propos premiers -, comme un espace de mise en œuvre et de diffusion du savoir. Ce défi de redéfinition de la ville, de la redéfinition d'une région et d'un territoire est celui qui nous attend tout au long des années à venir. Et là, il y a un monde voué à redevenir un grand espace d'exemplarité possible pour l'ensemble de la planète, l'espace euro-méditerranéen de la connaissance. C'est en partie de lui que

pourra venir une réponse efficiente à ce grand défi d'une nécessaire reformulation du cadre d'action des collectivités.

- - le second grand défi qui lui est parallèle est celui de la mise en œuvre de l'identité territoriale et de la (re)construction notamment des objets patrimoniaux qui lui sont liés. Nous nous permettrons ici d'évoquer quelques-unes des conclusions de l'analyse présentée au Palais de Venise à Rome le 14 octobre 2005 dans le cadre de notre journée de séminaire organisée en liaison avec le Centre National de la Recherche italien sur ces questions.
- - le troisième défi que nous évoquerons présentement est évidemment celui de la réorganisation territoriale du savoir sociétal que les acteurs locaux pleinement soucieux de légitimité, quelles que soient les difficultés qui y soient inhérentes, devront mettre en œuvre. Pourquoi nous le dissimuler ici ? Une telle réorganisation fait peur à nombre de nos contemporains: elle exige en effet une prise en compte de ce qu'a été le passé de nos sociétés - qu'il convient donc de prendre en considération - et davantage encore des projections prospectives qui, comme nous le soulignons souvent, déclinent de fait notre futur à l'aune du présent. Mais en même temps, aucun défi d'intelligence économique à l'échelle des territoires ne saurait être pris en compte sans une telle réorganisation.

Nous nous proposons donc d'évoquer brièvement quelques-unes des composantes de ce triple défi.

2 - Le paradigme de Poblenou

La compatibilité et l'interopérabilité des usages sera de plus en plus la réponse des urbanistes à la complexité qui caractérise l'économie de la connaissance au travers de la mise en place d'infrastructures de la connaissance, vue la propension de l'économie de la connaissance à utiliser l'intelligence comme principale ressource productive. Architectes et urbanistes devront en effet de plus en plus répondre à la nécessité d'améliorer les conditions de transmission de connaissances entre le système d'éducation et de recherche et le système productif et utiliser pour cela leur champ d'intervention, l'espace urbain. C'est ce qu'illustre aujourd'hui le chantier de Poblenou à Barcelone.

Dans le cas de Barcelone, c'est également, au-delà des ambitions économiques qui caractérisent la ville, la dimension culturelle qu'il convient de relever tout d'abord dans l'objectif que s'est clairement fixée la capitale catalane : faire de la ville l'un des hauts lieux de convergence des flux d'une nouvelle culture numérique et y assurer un « accès intelligent » pour tous qui y vivent et y travaillent. Le suivi de telles ambitions correspond à un réel travail d'accompagnement des regards prospectifs qui guident maintes stratégies de la ville. La transmission d'une information qui puisse se présenter réellement sous une forme interactive constitue l'un des objectifs majeurs du plan stratégique de Barcelone Métropole. Les objectifs qu'elle s'est donnée en la matière ne souffrent guère d'ambiguïté : « Barcelone, est-il en effet écrit dans le troisième plan stratégique, doit s'identifier comme un territoire d'innovation constante ». On y rencontre donc certes les nécessités de l'alphabétisation en matière de connexion électronique, mais aussi et surtout un plan de recherche en partenariat avec les universités pour renforcer la création d'une société locale de la connaissance, l'élaboration d'outils destinés au suivi d'une telle construction territoriale et même la création d'un « diseno urbano » basé sur les infotechnologies et qu'illustre bien la transformation d'un quartier de l'époque industrielle - Poblenou - en quartier du savoir, de la créativité et du transfert de technologie qui s'y veut omniprésent au travers de la création de centres adéquats permettant la création d'entreprises

à partir de technologies innovantes et surtout le soutien de projets permettant de créer des usages applicatifs à partir des laboratoires de recherche.

La ville est destinée à être non seulement un centre d'échange de biens, mais aussi un forum pour l'échange d'idées et un espace où l'on peut générer, diffuser et appliquer de la connaissance et ce notamment au sein d'espaces dans lesquels se déroulent des activités de création et de divulgation dans le domaine technologique et où se trouve facilitée la relation entre universités, centres technologiques, centres de recherche et activités productives en une concentration d'activités qui favorisent l'interactivité. La ville de demain - dans le monde méditerranéen autant, voire plus qu'ailleurs - est une ville d'interactivité spatiale propre à accueillir de telles activités denses en connaissance : infotechnologies, recherche, design, édition et industries culturelles et multimédia.

Ces espaces de ville complexe auront ainsi à déployer des systèmes d'incitation. Pour favoriser la présence de ces secteurs, il aura à les identifier, à les mettre en relation, à établir des mécanismes d'actualisation au fur et à mesure que de nouvelles activités s'incorporent à l'espace économique. De nouvelles conditions d'utilisation de l'espace public et de l'espace privé se dessinent, avec des infrastructures hautement compétitives adaptées aux requis urbanistiques, économiques, sociaux et environnementaux.

3 - Le processus de Mataro

La gestion territoriale des connaissances dans les collectivités à l'horizon 2020 est amenée à s'appuyer sur des processus spécifiques dont certains ont déjà fait l'objet de premières applications. Il nous semble donc intéressant d'en évoquer l'une des plus pertinentes au regard de nos propres recherches. La démarche de la petite ville de Mataro en Catalogne nous semble de la sorte parfaitement résumer l'une des concrétisations territoriales possibles des stratégies de Lisbonne, au point qu'au sein de notre Réseau, nous avons baptisé cette démarche le processus de Mataro. Rappelons en les origines : la Fondation Tecnocampus Mataró avait organisé il y a trois ans de cela un colloque « usagers et réseaux créateurs de la nouvelle ville » qui évoquait les horizons ouverts par la gestion urbaine en réseau. Avec une équipe d'économistes de l'Université Politechnique de Catalogne, ce séminaire a par la suite permis de modéliser un certain nombre d'axes de développement de la ville en la matière. La ville de Mataro s'était placée d'emblée sous l'égide d'un plan directeur qui entend en faire une ville de la connaissance, capable d'exploiter pleinement le capital intellectuel de la ville et de son territoire comme source principale de richesse, de prospérité et de croissance future. A été utilisé à cette fin une modélisation économique (modèle CICBS : Cities' Intellectual Capital Benchmarking System) qui se traduit par la création et la gestion d'une plateforme de connaissance, ceci à partir notamment des micro-clusters existants dans la cité.

Ce processus se base en effet sur cinq points majeurs :

- - la vision issue de l'analyse des potentialités existantes à partir d'entrevues avec des personnalités de la ville, dans des domaines tels que les sciences de la vie, les sciences sociales, la planification urbaine, la gestion des entreprises, de manière à ce que puissent être développés de véritables champs d'attractivité.
- - l'identification des activités essentielles capables de mener à terme une telle vision à travers des actions et projets forts

- - l'identification également des compétences essentielles pour accomplir ces actions et ces projets
- - le choix des indicateurs pour chaque activité et chaque compétence essentielles,
- - l'assignation enfin de ces indicateurs à chacune des grandes catégories intellectuelles (capital humain - avec notamment les valeurs culturelles de la ville -, capital des structures - laboratoires, systèmes de gestion, structures organisationnelles...-, capital marchand - éléments de compétitivité -, capital de rénovation et de développement et enfin capital de l'ensemble des démarches engagées.

La finalité d'une modélisation globale [12] consiste ainsi à mesurer et gérer le capital intellectuel de chacun des micro-clusters présents sur le territoire, ceci à travers notamment un processus de benchmarking de leur capital intellectuel spécifique qui permet par exemple d'obtenir un index de confiance globale [13]. L'application du modèle amène de la sorte à une vision stratégique du développement de la ville, de la cohésion sociale (où la vie associative est amenée à jouer un rôle de tout premier ordre) et des possibilités de croissance économique durable. Les responsables de la collectivité peuvent ainsi juger de l'importance des vecteurs culturels, de la créativité et de l'innovation, véritables piliers du développement urbain futur et des capacités de compétitivité du territoire du fait même de ses actifs intangibles. Le rôle de tels facteurs se voit naturellement démultiplié par les infotechnologies. Un modèle spécifique [14] implique l'ensemble des micro-clusters (et leurs potentialités face à de nouvelles productions émergentes), aux côtés de la plateforme globale des capacités intellectuelles de la collectivité ; la gestion commune de ces deux composantes du capital de la ville s'appuie notamment sur des démarches de benchmarking des potentialités d'autres collectivités. On aboutit ainsi à un système de support décisionnel [15], un système d'information et d'aide aux décisions stratégiques des élus et aux choix de financement, un point de départ aussi pour les investigations ultérieures accompagnant une telle stratégie de construction d'une ville de la connaissance. On oublie souvent qu'un tel processus concerne - pour ce qui est de la production, la diffusion et l'utilisation des connaissances - plus de 50% du PIB des états membres de l'OCDE.

4 - De nouvelles demandes face à une recherche territorialisée

On sait aujourd'hui l'importance pour les collectivités locales, au cours de la décennie à venir, du développement d'une économie de la connaissance où les acteurs territoriaux se verront confrontés à de multiples défis : mise à disposition des habitants de portails locaux de formation, création de nouveaux lieux de transmission de savoirs sous l'égide des villes et collectivités, gestion de l'identité territoriale et développement d'un tourisme de la mémoire au travers de ses référents patrimoniaux, accompagnement de nouvelles formes de sociabilité cognitive au travers de l'utilisation de produits numériques nomades et de technologies comme celles de la géolocalisation... Les territoires qui s'avèrent en effet en mesure de multiplier les externalités permettant le développement de pôles de compétences sont ceux pour lesquels la priorité réside dans ces nouveaux rapports des territoires au savoir et à la création et dans une vraie gestion territoriale des connaissances. L'émergence d'une économie de la connaissance modifie ainsi de nombreux paramètres.

5 - De nouveaux horizons pour les démarches de valorisation territoriale

Un regard prospectif sur le tourisme de demain et ses référents patrimoniaux et culturels ne peut que s'insérer dans la problématique de l'émergence d'une économie de la connaissance et donc de nouvelles stratégies territoriales de gestion des savoirs. Une telle prise en compte nous amène à rappeler quelques-unes des raisons majeures qui justifient une mutation profonde des paradigmes qui structurent nos débats. Au sein de ces programmes de territoires de l'apprenance, mais aussi en marge des programmes institutionnels, bien des mutations sociales, intellectuelles ou technologiques sont à prendre en compte.

De nombreux responsables négligent le lien de plus en plus étroit entre recherche, développement, innovation, création, éducation, connaissances, connaissance partagée et production de biens et de services et ignorent souvent l'apport de structures informelles qui peuvent permettre des synergies efficaces entre tous les acteurs, structures telles que :

- - des communautés de pratiques qui font circuler et qui comparent de manière incessante les « meilleures pratiques »
- - des communautés épistémiques surtout qui sont des groupes engagés dans des processus de création de connaissance et qui construisent progressivement pour y parvenir une structure commune permettant une compréhension partagée.

De tels groupes peuvent mettre en place les conditions d'une réelle confiance cognitive dans des actions réunissant par exemple tous ceux qui peuvent contribuer à la valorisation d'un territoire et l'élaboration de véritables codebooks de langages communs et des modèles mentaux partagés.

6 - De nouvelles formes d'exploration de la mémoire d'une ville ou d'un territoire.

Tous les prospectivistes sont unanimes : la mobilité individuelle relèvera toujours davantage d'une itinérance cognitive : l'impact territorial des technologies de la mobilité et de ces nouvelles formes d'itinérance se trouvent aujourd'hui largement expérimentées en Europe (notamment les réflexions conduites à Venise et à Alcalá de Henares).

Plusieurs expérimentations récentes nous permettent ainsi de nous démarquer d'un certain nombre de vieux schémas d'analyse, en évoquant notamment les réflexions prospectives aujourd'hui en cours, dans le domaine notamment de l'utilisation des technologies de géolocalisation et de marquage de l'espace dans la mobilisation des résonances cognitives des environnements patrimoniaux.

Ce qui apparaissait familier et connu dans l'espace urbain peut livrer ainsi des sensations nouvelles, étranges peut-être, beaucoup d'interrogations certainement et en tout cas une démultiplication des facteurs de curiosité et des occasions de connaître, regarder, questionner autrement, révéler largement ce qu'il nous semblait pourtant connaître. Ce qui ne nous appartient pas peut être personnalisé.

Des projets permettent de nouvelles formes de construction de la mémoire d'un lieu, espace de transport ou lieu d'attente. Construction, à l'échelle de l'espace d'une ville, en plusieurs points mis en réseaux, au travers de textes et d'images, d'une véritable mémoire collective. On ne peut s'empêcher de penser aux archivistes et aux futurs historiens de la ville : si les médiévistes

disposaient aujourd'hui d'un tel matériau, l'histoire urbaine des siècles passés pourrait ainsi être rétrospectivement écrite.

La mutation de la perception de l'espace et du temps à l'œuvre sous nos yeux constitue donc un élément clef lorsque l'on aborde les impératifs présents et futurs de l'économie patrimoniale. Il s'avère donc urgent de prendre en compte un tel développement de nouvelles temporalités - celle de l'attente par exemple - ou encore et surtout la construction d'infrastructures invisibles qui permet une sorte d'archéologie à l'envers où nous creusons métaphoriquement un espace pour y placer contributions et annotations, ce que développent d'ailleurs d'autres expérimentations encore.

De multiples autres projets peuvent ainsi être cités: l'utilisation du téléphone mobile pour les enfants de zones rurales en Galicie pour la découverte du patrimoine local, l'utilisation d'un Pocket PC pour la visite d'un monument et la compréhension de son décor également : le projet PEACH (Personal Experience with Active Cultural Heritage) a permis de générer un modèle tridimensionnel de texture ayant comme objectif la création et la manipulation interactive de films virtuels, ce qui permet de voir et d'étudier en réalité virtuelle par exemple la tour du château de Buonconsiglio à Trente.

B - Un recadrage de l'action urbaine et territoriale et de ses fondements

La connaissance (depuis quelque trois millénaires en ce qui concerne notamment le monde méditerranéen) a été longtemps perçue comme le matériau même de l'urbanité avec un savoir disponible et distribué dans les grands carrefours de vie, de gestion et de pensée qu'étaient les villes de l'Antiquité à l'ère industrielle. Et ne nous y trompons pas : la ville d'aujourd'hui se place précisément à nouveau à l'heure du grand retour de l'agora et du forum. Ce qui nous importe naturellement ici est d'en percevoir l'impact concret sur nos objectifs d'aujourd'hui. Pour ce, il nous faut rappeler ici d'abord quelques-unes des modalités des programmes que des entités urbaines développent aujourd'hui un peu partout dans le monde.

Les axiomes temporels constituent ainsi à nouveau une composante privilégiée des matériaux du savoir et de l'urbanité, ce d'autant que le patrimoine s'inscrit aujourd'hui parmi les défis épistémologiques nés des infotechnologies permettant de l'intégrer à l'élaboration de l'image territoriale. Ces défis épistémologiques ont fait l'objet d'une première synthèse dès 1998 au travers du projet européen MOSAIC (www.arenotech.org) dont les préconisations se sont avérées fondatrices pour nombre d'expérimentations et de réalisations menées à l'échelle internationale, et ceci singulièrement dans certains pays méditerranéens.

Cela nous met en tout cas de réfléchir sur la mutation de la perception de l'espace et du temps à l'œuvre sous nos yeux : problématiser nous semble en tout cas être une réelle urgence dans un domaine comme le nôtre, avec le développement de nouvelles temporalités comme celle de l'attente par exemple, ou encore et surtout la construction d'infrastructures invisibles. De nouveaux paradigmes apparaissent ainsi. Nombreuses sont les approches récentes non évoquées ici : ce sont plusieurs dizaines de démarches qu'il conviendrait de présenter ici. Mais l'essentiel ne réside pas dans le grand nombre d'expérimentations en tant que tel, mais dans un quadruple constat en ce qui concerne l'identité attractive et la gestion de la mémoire locale :

- - dire l'identité : les nouveaux outils dont nous disposons permettent d'enrichir considérablement un certain nombre de nos connaissances implicites et leur nouveau rapport et

leurs interactions avec les connaissances explicites placent par exemple le visiteur des lieux de mémoire en situation d'innovation. En outre, ils permettent un retour conséquent des savoirs socialement et intellectuellement codifiés dans la construction identitaire, en lui apportant par là-même une plus grande rigueur.

- - agencer une mémoire vecteur d'innovation : de récentes recherches montrent que la gestion de la mémoire place ainsi nos environnements et nos territoires en situation d'acceptation plus grande des mutations et donc en position de réelle attractivité. Il s'agit là incontestablement d'un autre regard sur la mémoire de demain.
- - réorganiser le savoir sociétal à l'échelle du territoire : tant l'économie de la connaissance - dont nous ne faisons que soupçonner en réalité les premiers linéaments - que les nouveaux impératifs de compétitivité sociale et territoriale nécessitent, on l'a vu, une profonde réorganisation du savoir au sein de nos villes méditerranéennes. Groupes d'expertise et de partage d'expériences et nouvelles agoras du savoir en préfigurent ainsi quelques-uns de ses traits futurs. Les travaux du Centre de Recherche en Economie et Gestion de l'Université de Rennes ont montré d'ailleurs combien l'intellectualisation de nos productions conduit à développer un lien de plus en plus étroit entre recherche, développement, innovation, éducation, connaissances, connaissance partagée et production de biens et de services et que les multiples dimensions de ce phénomène ont d'ailleurs conduit à un réel renouvellement théorique de l'analyse économique. Un atout, on l'a compris, pour notre monde méditerranéen.
- - développer un e-business territorialis : au-delà des mutations paradigmatiques du cadre même de l'exercice des activités économiques, il faut souligner deux caractéristiques essentielles du e-business territorial [16] . D'abord, le territoire comme objet et environnement d'achat de nouveaux services en ligne est amené à constituer dans la décennie à venir un acteur central dans le domaine du commerce économique. Les collectivités devront veiller d'autre part à accompagner et faciliter un véritable B to B territorial, mais aider au développement d'entreprises étendues suppose de vrais changements dans la boîte à outils de l'action des collectivités publiques.

C Les diapositives territoriales d'aide aux savoirs

Nous avons récemment analysé la manière dont divers outils - dont notamment les technologies de géolocalisation et de marquage de l'espace - permettent le développement de formes d'apprentissage continu au travers de dispositifs mis en place à l'échelle des territoires, et ce en partant notamment de récentes expérimentations menées en Europe du Nord.

1 - La Méditerranée au défi de l'image territoriale

L'image apparaît de plus en plus anthropomorphique, « embarquée » et bien évidemment omniprésente et surtout caractérisée par son ubiquité. De manière plus générale, la crise de la représentation que nous vivons et dans laquelle - plusieurs études récentes le soulignent - les images, support majeur s'il en est de notre « héritage », finiront par ne plus représenter qu'elles-mêmes et par être à elles-mêmes leur seul message. Il ne faut pas à cet égard oublier les implications, économiques souvent très concrètes des nouvelles images et l'apport des neurosciences par exemple à « l'anthropologie » des images.

Au-delà en effet des images véhiculées par les outils de la mobilité par exemple ou les écrans de la ville, l'image se définit aussi comme une représentation commune de la réalité et à ce titre le rôle qu'elle joue dans la coordination des connaissances individuelles est amené à former l'un des processus majeurs à l'œuvre dans le nouvel horizon économique : son statut dans l'histoire d'une partie de la Méditerranée peut ici constituer une réelle difficulté.

Ce qui est très probablement en jeu pour l'essentiel, ce sont les mécanismes d'acquisition, de création et de coordination des connaissances, ainsi que - certains prospectivistes l'oublient trop - les mécanismes d'évolution des organisations reposant sur la croissance cumulative des connaissances : le concept d'image met également en avant le fait même qu'à toute situation doit être conféré un sens. L'innovation met ainsi en scène la création d'images d'événements futurs permettant de guider l'action. C'est par là-même toute une définition de la gouvernance qui se forge : « innovation et production de connaissance dépendent de l'interprétation sociale de la situation. Cette interprétation sociale de la situation contribue à déterminer un plan d'action ». Tout responsable se doit ainsi d'exercer un véritable leadership cognitif afin d'aligner les cadres interprétatifs des acteurs. L'image qu'il déploie permet de faire de l'institution un dispositif cognitif collectif, ce qui fait qu'au-delà des dimensions formelles et incitatives le pouvoir sera donc amené toujours d'avantage à revêtir des dimensions cognitives.

2 - Le rôle des communautés intensives en connaissances

C'est au travers de ces communautés que la décennie à venir se situe potentiellement au cœur d'une nouvelle culture de la croissance. Ces communautés apparaissent comme de nouvelles formes de coordination efficace dans les organisations sous forme de structures informelles et des systèmes d'échange coopératif volontaire supportant les processus de création et de diffusion des connaissances organisationnelles, et ceci sous deux formes essentielles :

- - des communautés de pratiques qui font circuler et qui comparent de manière incessante les « meilleures pratiques »
- - des communautés épistémiques surtout qui sont des groupes engagés dans des processus de création de connaissance et qui construisent progressivement pour y parvenir une structure commune permettant une compréhension partagée.

Les entités publiques ou privées devront ainsi apparaître comme un faisceau de ressources dont la logique économique ne sera plus tant l'allocation de ressources que la création de ressources. Elles auront à mettre en place les conditions d'une réelle confiance cognitive et l'élaboration de véritables codebooks de langages communs afin de permettre une vraie approche cognitive de l'action des entreprises et entités publiques ou privées concernées, coopération qui, avec ses modèles mentaux partagés et ses dispositifs cognitifs collectifs, vise à favoriser la création de nouvelles connaissances individuelles par un ensemble d'interactions entre individus, une approche qualifiée par les économistes de transactionnelle ou communicationnelle. Si dans le cadre d'une économie fondée sur la connaissance, il est usuel de parler d'organisations apprenantes, produisant et utilisant de la connaissance, insérées dans des réseaux d'échanges de savoirs, les approches traditionnelles des organisations ont assez largement négligé ces aspects en réduisant la connaissance à de l'information. Dans ce sens, les institutions devront se transformer en dispositifs cognitifs collectifs.

3 - Les immatériels du secteur public

Il convient de souligner le rôle futur des infrastructures immatérielles nécessaires pour une bonne gouvernance territoriale. Les services que le secteur public et politique offre, les politiques qui y sont conduites seront ainsi de plus en plus appuyés par la connaissance scientifique, une documentation statistique et qualitative de sujets, un débat, bref des connaissances accumulées et accessibles sans coût que l'on peut appeler les immatériels du secteur politique et publique qui évolueront en permanence tant en gamme qu'en qualité et en utilité sociale. Sans connaissance commune des affaires publiques, il ne pourra y avoir de bonne gouvernance : pour concevoir à l'entrée et suivre et réformer ensuite, les concepteurs politico-administratifs auront besoin de plus de connaissances.

Si l'on utilise la formulation de la bonne gouvernance à partir naturellement de sa racine grecque originelle de kybernan et si l'on confère tout leur poids historique aux systèmes de valeurs et de représentations qu'il véhicule, celle-ci apparaîtra inexistante sans une réelle mobilisation des immatériels du secteur politique et public, en termes d'évaluation par exemple et les élus devront associer de plus en plus à leurs choix la réflexion préalable, la recherche du modèle de l'action préférable, l'écriture des diagrammes logiques d'impact, les tests de réussite.

Reposant d'avantage sur des savoirs, les politiques publiques européennes devront également se faire les vecteurs d'un large apprentissage que les nouvelles évaluations de politiques publiques et des programmes peuvent permettre à tous d'apprendre : il faudra donc renforcer l'évaluation moderne dans une démarche d'apprentissage collectif des politiques.

Conclusion

Il est l'heure de conclure. Vous retrouverez d'ailleurs l'intégralité de cet article en arabe, français et anglais sur notre site web. www.villesnumeriques.org

Nous voudrions conclure en lançant dans cette enceinte un appel pour la Méditerranée de demain. Celle des deux prochaines décennies - à l'ère de la nouvelle économie du savoir qui se dessine sous nos yeux - possède, on l'a souligné à plusieurs reprises, un héritage qui en fait l'un des plus grands territoires de la connaissance de la planète : nouvelles formes de tourisme de la mémoire, nouveaux horizons ouverts par la mobilité des personnes, participation des collectivités locales à la mobilité des entreprises, coopération dans la recherche, l'innovation et la performance individuelle et surtout gestion rigoureuse de l'identité des territoires. Seul donc un tel respect de l'identité permettra le développement de démarches innovantes, un ample transfert de technologies et la valorisation des potentialités de chacun.

Mesdames, messieurs, le monde méditerranéen de demain exigera ainsi encore davantage de nous ce respect de l'autorité des collectivités locales et les spécificités de toutes les cultures. Comme vient de le souligner Romano Prodi, l'ancien président de la Commission européenne, l'Europe va à nouveau se tourner vers le sud, ce qui d'ailleurs ne pourra que l'aider à se retrouver elle-même et à se ressourcer. Soyons donc nous-mêmes dans la pluralité de nos langues et de nos modes de communication. Nous ne serons pas au rendez-vous de la créativité et de l'innovation, si nous ne sommes pas d'une très grande fermeté à ce niveau.

Nous sommes aujourd'hui prêts à créer dans la plupart des pays de la Mare Nostrum des représentations de villes Numériques. Parce que c'est ici et nulle part ailleurs que l'Europe dans les

années qui viennent va devoir avec l'aide de ses voisins conforter tout à la fois ses références et changer ses paradigmes. C'est la raison même de notre présence et de nos analyses et c'est toute la justification de la nouvelle politique de voisinage entamée dans les mois qui viennent par l'Union européenne au travers de nouveaux outils et de nouvelles démarches. Une occasion majeure pour de nouvelles synergies et de nouvelles collaborations comme nous l'avons dit récemment en Roumanie, en Tunisie et au Maroc. Dès aujourd'hui donc, nous invitons tous nos interlocuteurs et lecteurs à y consacrer l'essentiel de leurs forces.

Notes

[1] Publication de l'Université de Sophia-Antipolis Information medias milieux médiation, Laboratoire i3M recherche en sciences de l'information et de la communication, décembre 2005

[2] Conférence présentée à l'ESA de Beyrouth le 5 avril 2002

[3] On se reportera aux analyses présentées à l'occasion de l'intervention à l'Ecole Supérieure des Affaires de Beyrouth le 5 avril, puis dans le cadre des Premières Rencontres internationales de Saint Raphaël les 10 et 11 mai, puis dans le cadre du colloque du Pôle d'économie du patrimoine des Côtes varoises aux Bormettes les 20 et 22 juin, à l'occasion des Rencontres de l'Observatoire des Ressources Multimédia en Education à Marseille les 9 - 11 octobre, lors de la Journée de l'Observatoire interculturel des mutations de l'Internet à Pessac, le 17 octobre, dans le cadre du VIIème Congrès européen de la Culture de Pamplune les 23 - 26 novembre, lors du colloque " Infotechnologies : défis et enjeux " sous l'égide d'Europe et Entreprises à Lyon les 21 et 22 novembre et à Marseille encore, lors d'une participation à CAP COM sur le thème « Communiquer autrement » les 26 et 27 novembre. On se reportera également aux présentations thématiques proposées en 2003, à Sarajevo d'une part à l'occasion de l'Université d'été de la Communication de l'Europe du Sud-Est.

[4] En même temps, dans un article de presse [4] intitulé « Pour un vrai dialogue euro-méditerranéen. Valoriser l'héritage culturel commun ! », Romano Prodi écrivait " Notre objectif est de nouer une relation spéciale entre l'Europe et la Méditerranée... Nous devons également résonner clairement sur les fondements de nos cultures... Les lignes de fracture sont dues aussi à l'injustice politique...Le dialogue entre les cultures est un instrument irremplaçable... ". On renverra également au rapport présenté par notre Réseau à l'occasion des rencontres de la société civile organisées par la Convention pour l'avenir de l'Europe en juin 2002 (à travers notamment notre préconisation de création d'une Agence européenne de l'identité et de l'innovation)

[5] Un tel processus a notamment été évoqué récemment par la Déclaration de Logroño présentée le 12 mai 2003 lors des premières rencontres européennes de la ville numérique de demain. Tel est le sens même du texte que nous avons également eu l'occasion de rédiger auparavant à l'occasion de la réunion du G8 à Gênes les 20-22 juillet 2001.

[6] Intervention dans le cadre de l'International Forum of ICT Strategies and Investment, Palais des Congrès de Marrakech 1 - 3 mars 2006

[7] "Journée d'information et de communication relative au premier Tecnoparc régional à Fés" Mercredi 5 avril 2006, Fés, Maroc, Territories of knowledge and cognitive cities: new horizons of the economic Growth

[8] Avril 2006 Université de Tunis Carthage

[9] L'analyse a été développée tout au long de l'automne 2005 au travers de la prise en compte d'horizons culturels différents dans le cadre de plusieurs rencontres internationales, au Maroc et en Roumanie notamment, mais également à l'occasion du second Sommet mondial de la Société de l'Information. Une conclusion de l'ensemble des débats et échanges a été déjà présentée à l'Université de Nice - Sophia Antipolis en décembre 2005.

[10] De récentes interventions - Sarajevo, Beyrouth, Cayenne, Las Palmas, Saint-Raphaël, Marseille, Verdun et Orléans... de nouveaux paradigmes relatifs aux mutations technologiques et économiques.

[11] Instituto de Prospectiva de la Comision Europea (IST) 16 -17 junio, Sevilla (Spain) « L'Europe de 2020: la construction d'une économie territoriale de la connaissance»

[12] CSICM : Model General de Capital Intellectual de les Ciutats

[13] Global Reliability Index

[14] MECIC : Model Específic de Capital Intellectual de les Ciutats

[15] DSS : Decisión Support System

[16] Première conférence international e-Business à Tunis (23 - 25 juin 2005) organisé par MEDFORIST, ISG Tunis, BESTMOND, CERPE and TMSS. Publication de IEBC 2005 - First Intenational E-Business Conference

Cette conférence a été Publication par l'université de Laval